

Allocution du Gouverneur Ronald Gabriel – Réunion de Circonscription de la Banque Mondiale

Banque de la République d'Haïti (BRH), discours du Gouverneur Ronald Gabriel

Publié le 18 avril 2026

Source : <https://www.brh.ht/allocution-du-gouverneur-ronald-gabriel-reunion-de-circonscription-de-la-banque-mondiale/>

15 Avril 2026

Monsieur le Directeur Exécutif

Permettez-moi de commencer par vous exprimer ma sincère gratitude. Votre compréhension de nos différentes réalités et votre engagement personnel en faveur des pays de notre circonscription — et d'Haïti en particulier — est profondément appréciée. Je voudrais également souhaiter la bienvenue au Ministre Durigan et excuser l'absence du Ministre de l'Economie et des des Finances, Serge Gabriel Colin, qui n'a pas pu faire le déplacement.

Je remercie également les Directeurs Exécutifs et l'équipe pour la lettre transmise à temps et qui a alimenté nos réflexions et peut-être même orienter les débats au sein de notre délégation. Je m'exprime aujourd'hui au nom d'Haïti mais je le fais avec la conviction profonde que notre expérience illustre des dynamiques que plusieurs membres de cette circonscription connaissent, à des degrés divers. Nous sommes une chaise diverse, exigeante et riche de perspectives. C'est dans cet esprit que je réponds aux deux questions que vous nous avez posées.

Sur la première : comment la Banque peut renforcer notre résilience face au conflit au Moyen-Orient

Ce conflit n'est pas un choc lointain pour nos économies. Il se traduit très concrètement par : une hausse des prix des produits pétroliers, des pressions sur nos balances des paiements, des risques inflationnistes, et l'érosion du pouvoir d'achat des populations les plus vulnérables. Pour Haïti — pays importateur net de produits pétroliers, déjà sous contrainte macroéconomique sévère — ce choc pourrait compromettre des acquis que nous avons mis des années à construire : deux ans de stabilité du taux de change, une tendance à la désinflation amorcée depuis novembre 2025, des réserves internationales qui se renforcent. Ces résultats sont fragiles. Ils méritent d'être protégés.

La même vulnérabilité s'applique à d'autres membres de notre circonscription exposés aux fluctuations des prix des matières premières et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Dans ce contexte, nous attendons de la Banque mondiale qu'elle joue un rôle d'amortisseur actif. Cela signifie des instruments de financement mobilisables rapidement, avec des conditionnalités réellement adaptées aux États fragiles — pas des mécanismes conçus pour d'autres contextes et appliqués uniformément. Cela signifie aussi un appui structurel à la diversification énergétique, notamment le déploiement des énergies renouvelables, pour réduire notre dépendance aux importations pétrolières sur le long terme. Cela implique une coordination renforcée avec le FMI et les autres partenaires, pour éviter que les réponses aux chocs externes ne viennent annuler les efforts de stabilisation déjà engagés. Nous avons été avertis hier qu'il y aurait des réflexions en cours pour des instruments pour aider les pays IDA à faire face à la crise. Nous vous serons reconnaissants de nous appuyer dans ces démarches.

Sur le second point : comment la Banque peut soutenir un environnement propice aux entreprises et à l'emploi de qualité.

C'est l'une des questions les plus structurantes pour l'avenir de nos économies. Et je voudrais être direct : pour Haïti, tout commence par la sécurité. Aucun environnement des affaires ne peut prospérer durablement sans un minimum de prévisibilité pour les entreprises et les travailleurs. La Banque mondiale doit continuer à intégrer cette réalité dans la conception de ses programmes, en articulant explicitement les dimensions sécuritaires, institutionnelles et économiques de ses interventions.

Mais au-delà du cas haïtien, notre circonscription regorge d'expériences remarquables que nous n'exploitons pas encore suffisamment. Le Brésil, avec PIX, a démontré comment une infrastructure de paiements numériques peut transformer l'inclusion financière à grande échelle et réduire les coûts de transaction pour les petites entreprises, une leçon directement applicable à plusieurs de nos économies. La Guyane affiche une trajectoire de croissance exceptionnelle qui soulève des questions importantes sur la gestion des ressources naturelles et la création de valeur locale. Ces expériences méritent d'être partagées et dans la mesure du possible, adaptées.

Nous appelons donc la Banque mondiale à renforcer son appui aux réformes réglementaires — en tenant compte des contraintes spécifiques aux États fragiles — à soutenir le développement des industries à haute valeur ajoutée, à renforcer la promotion de l'économie numérique, et surtout à jouer un rôle de catalyseur dans les échanges de bonnes pratiques entre membres de notre circonscription. Le « knowledge bank » dont on entend souvent parler devrait permettre de renforcer la coopération Sud-Sud mais également au sein même de notre circonscription.

Pour conclure.

Notre circonscription est diverse, complexe, et pleine de ressources. Elle porte au sein du Conseil d'administration une perspective que peu d'autres chaises peuvent offrir : celle d'économies qui font face simultanément à des fragilités profondes et à des dynamiques de transformation remarquables. Cette dualité est une force. Mais elle requiert l'agilité d'un

partenaire qui sait s'y adapter, avec des instruments flexibles, une écoute réelle, et un engagement dans la durée.

Merci.